

Manifestation de la Marche des femmes de Montréal du 24/04/15 **En solidarité avec les travailleuses du vêtement du Bangladesh**

Album de photos à

<https://plus.google.com/photos/116366727671854200972/albums/6141395323577421793>

Un peu moins d'une centaine de personnes, très majoritairement des femmes, se sont rassemblées ce midi devant l'entrée du Wall-Mart de la rue Côte-des-neiges à Montréal. On y remarquait un bon nombre de femmes syndiquées. Ci-après, deux articles expliquant la raison d'être de cette manifestation.

Deux ans après l'écrasement du Rana Plaza : Manifestation de solidarité avec les femmes qui fabriquent nos vêtements et celles qui nous les vendent

par Michèle Spieler

Montréal, 24 avril 2015 – Les militantes de la Marche mondiale des femmes et leurs alliées se mobilisant aujourd'hui pour commémorer les 1138 travailleuses et travailleurs décédés et les plus de 2000 blessés dans l'effondrement du Rana Plaza, un immeuble abritant de nombreux ateliers de fabrication de vêtements au Bangladesh, le 24 avril 2013. La plupart des victimes de cette catastrophe étaient des femmes, et parfois de très jeunes filles. Les travailleuses et travailleurs morts sous les décombres étaient souvent le seul soutien de leur famille. Parmi les personnes rescapées, plusieurs se retrouvent avec une incapacité de travail pour le reste de leur vie. À Montréal, les militantes réunies devant le Walmart à Côte-des-neiges ont dénoncé l'exploitation du travail des femmes, ici comme ailleurs, par le système économique capitaliste. Devant l'ampleur de cette tragédie et le soulèvement de l'opinion publique, un fonds d'indemnisation des victimes a été mis sur pied. Mais deux ans après la tragédie, les fonds pour indemniser correctement toutes les victimes sont toujours insuffisants. Une campagne mondiale d'action interpelle les entreprises **Children's Place, Benetton et Walmart afin qu'elles versent immédiatement les 9 millions de dollars qui manquent au fonds d'indemnisation.**

Partout dans le monde, les femmes mobilisées par la Marche mondiale des femmes organisent des actions le 24 avril. Ces actions ont lieu de 12h à 13h dans tous les pays où la Marche est présente, afin de réaliser un « 24 heures d'actions féministes » à travers le monde, deux ans après l'effondrement du Rana Plaza. Répondant à cet appel, plusieurs organisations québécoises manifestent ce midi devant l'entrée principale de la Plaza Côte-des-Neiges, sous l'enseigne de Walmart. « Cette tragédie est devenue le symbole de l'exploitation des femmes liée à une économie capitaliste mondialisée », dénonce Chantal Locat, porte-parole de la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes.

Elle s'accompagne d'une forte criminalisation des militantes qui luttent pour la défense des droits des victimes notamment des militantes syndicales qui font pression sur les entreprises pour exiger des conditions de travail décentes. En avril dernier, la militante Kalpona Akter et d'autres militantes ont ainsi été arrêtés lors d'une campagne au siège de Children's Place au New Jersey (Etats-Unis) alors qu'ils tentaient de déposer une lettre au PDG de cette entreprise.

« L'industrie du textile emploie plus de 40 millions d'êtres humains sur la planète, dont 75 % sont des femmes. Par exemple, le PIB du Bangladesh dépend à 80 % de l'industrie du textile. En Colombie, l'industrie du textile procure plus de 21 % des emplois du secteur manufacturier. Les pratiques de cette industrie ont donc des impacts particulièrement importants », déclare Lis Suarez de FEM international.

L'accident du Rana Plaza est le résultat de la course aux profits des multinationales, qui

magasinent à travers le monde pour trouver la main-d'œuvre la moins chère, sans égard aux conditions de vie et de travail des gens. Les pays fournisseurs de main d'œuvre comme le Bangladesh, le Kenya, ou le Mexique, se font concurrence pour accueillir ces entreprises, offrant le moins de réglementations possibles et les salaires les plus bas. « *Cette compétition a pour effets des conditions de travail à la baisse partout dans le monde, appauvrissant davantage les femmes* », affirme Carole Henry porte parole d'Au bas de l'échelle

« *Le gouvernement canadien doit adopter une réglementation obligeant les compagnies ayant leur siège social au Canada ou faisant affaire au Canada à respecter les conventions et les normes de l'OIT portant sur le salaire décent, les mesures de santé et sécurité sur les lieux du travail et le droit à la syndicalisation* », revendique Michèle Asselin, coordonnatrice du Centre international de solidarité ouvrière.

(Source : Marche mondiale des femmes, Montréal)

Après la catastrophe industrielle de Dacca (Bangladesh) **Le capitalisme est coupable. « Des syndicats forts sont la clé pour éviter de nouveaux Rana Plaza »**

par Éric Lee, animateur de Labour Start

1er mai 2013 - La catastrophe du 24 avril a déclenché une vague de protestation dans les régions industrielles du Bangladesh. Des milliers de travailleurs ont quitté leurs lieux de travail, occupé les routes principales et affronté la police, qui a réagi en tirant sur la foule avec des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes.

Des syndicats réduits à une quasi-clandestinité

Il est très difficile de constituer des organisations syndicales dans les entreprises en raison des lois qui restreignent le droit des syndicats à accéder aux lieux de travail. Les syndicats indépendants tels que la National Garment Workers' Federation (NGWF - Fédération nationale des Travailleurs du Vêtement) ont organisé des campagnes et des actions directes mais ils sont contraints de fonctionner de l'extérieur comme des centres de conseils pour les travailleurs travailleurs, et ne peuvent avoir qu'une présence clandestine sur les lieux de travail.

Les travailleurs du Bangladesh ont déjà mené de nombreuses grèves et manifestations semi-spontanées. En Juin 2012, il y a eu des grèves de masse et de nombreuses actions de protestation tandis que les patrons organisaient le lock-out de plus de 500.000 travailleurs pendant quatre jours. Les travailleurs réclamaient alors des augmentations du salaire minimum.

Que ce soit pour obtenir des conditions de travail plus sûres ou des augmentations salariales, des syndicats forts sont la clé. Et, pour cela, ils doivent pouvoir s'organiser sur les lieux de travail. (...)

Campagne syndicale internationale

L'effondrement du Rana Plaza a horrifié les gens partout dans le monde. Tout le monde souhaite qu'on fasse quelque chose à ce sujet, afin de s'assurer qu'une telle catastrophe ne se reproduise plus.

Au début du mois de mai, IndustriALL, la fédération syndicale mondiale qui représente les travailleurs du textile et du vêtement à travers le monde a lancé une campagne en ligne. Le texte d'IndustriALL, qui vient en partie de leurs syndicats affiliés au Bangladesh, exige que le gouvernement de ce pays « prenne des mesures urgentes pour garantir la liberté d'association et améliorer la sécurité des bâtiments et des dispositifs anti-incendie ainsi que le salaire minimum pour les plus de trois millions de travailleurs du vêtement au Bangladesh. »

Cette campagne souligne que « Travaillant pour un salaire minimum de 30 euros par mois, moins de 1% des travailleurs du vêtement au Bangladesh sont représentés par un syndicat. Le Code du travail place les travailleurs dans l'incapacité d'adhérer à un syndicat et de lutter pour des lieux de travail sécurisés, de meilleures conditions de travail et de meilleurs salaires ».

Elle met le droit d'adhérer à un syndicat au centre de la campagne. Des dizaines de milliers de personnes ont appris l'existence de notre campagne via Facebook et beaucoup d'entre elles ont signé le texte. Mais beaucoup d'entre elles ont affiché des commentaires demandant habituellement ce que nous, en tant que consommateurs, pouvons faire.

Le commerce équitable est-il une solution ?

Beaucoup de gens veulent une campagne en ligne pour faire pression sur ces grandes chaînes de vêtements occidentaux comme Primark et Wal Mart. D'autres parlent de boycotter ces magasins. Beaucoup font valoir que les vêtements bon marché sont le problème et que si nous payions plus cher pour les vêtements, les gens au Bangladesh pourraient avoir une vie décente. Certains proposent que nous n'achetions que des vêtements issus du commerce équitable.

La plupart de ces commentaires semblent donc se concentrer entièrement sur la recherche de la meilleure manière d'agir à travers nos achats pour faire un monde meilleur. Cela me semble plein de bonnes intentions, mais aussi assez condescendant - et finalement inefficace.

Il y a dix ans, je travaillais pour une ONG à Londres à qui avait été demandé de faire une campagne visant à promouvoir la sécurité dans les mines partout dans le monde. Ils ont fait une magnifique affiche avec un slogan que je n'ai jamais oublié : « *Plus fort le syndicat, plus grande la sécurité dans la mine.* »

C'est une idée simple, mais qui a une puissance énorme. Les travailleurs du Bangladesh ont besoin de meilleures lois pour protéger leur santé et leur sécurité au travail, ils ont besoin d'inspecteurs du travail pour faire respecter ces lois, et nous, en Occident, nous pouvons bien sûr contribuer à faire pression sur leur gouvernement et leurs employeurs.

Mais, par-dessus tout, ils ont besoin du seul outil que les travailleurs aient jamais découvert pour se protéger vraiment au travail : les syndicats. Des syndicats forts feront en sorte que des lois sur la santé et la sécurité soient adoptées et appliquées. Des syndicats forts pourront contraindre un patron à réduire les risques sur le lieu de travail.

Je suis très sceptique quant à l'idée que nous pourrions tracer notre chemin vers un monde meilleur en « achetant éthique ». On peut certainement se sentir mieux en achetant des produits issus du commerce équitable, mais est-ce vraiment tout ce que nous pouvons faire ? Suffit-il de nous transformer en consommateurs plus soucieux des autres et plus sympathiques ?

La terrible tragédie du Rana Plaza devrait nous rappeler que nous sommes beaucoup plus que des consommateurs - nous sommes des travailleurs, membres d'un énorme et puissant mouvement mondial qui, lorsqu'il est uni et concentré sur un objectif, peut changer le monde.

C'est notre solidarité - et pas du shopping éthique - que les travailleurs de l'habillement du Bangladesh demandent.

(Source : Europe solidaire sans frontières)